

Académie de Comptabilité

Et si le ralentissement économique était structurel ?



Jean-Jacques PERQUEL
Président de
l'Académie de
Comptabilité,
et du Groupe
Finance du Centre
des Professions
Financières

En fait, malgré un développement extraordinaire de la sophistication de la recherche économique, les idées dominantes qui gouvernent les politiques des différents États sont d'une simplicité désarmante. Ainsi l'Amérique vit dans le souvenir de la crise de 1929 et plus récemment, au moment où elle doit sortir de cette crise majeure, le souvenir des mesures prises en 1937 qui, par leur brutalité ont provoqué une reprise de la Crise et deux millions de chômeurs de plus. A contrario, l'Allemagne vit dans la hantise des crises monétaires (1924 et 1945).

D'où des politiques diamétralement opposées. Les États-Unis veulent une expansion de la masse monétaire pour compenser la faible vitesse de rotation de la monnaie (Analyse de Fisher), les Allemands un contrôle maximum des coûts sans augmentation de la dite masse monétaire.

En fait les deux thèses se heurtent à des difficultés majeures. En période de ralentissement économique les « receveurs » de fonds ont tendance à rechercher des opérations à court terme (carry trade par exemple) à utiliser des fonds en dépôts à la Banque Centrale (même si les taux sont négatifs) enfin à faire des « investissements » à n'importe quel prix pour racheter des concurrents et heureusement quelquefois des entreprises qui peuvent faciliter leur développement. En revanche, la position dite d'austérité devient rapidement insupportable obligeant la zone Euro à pratiquer également des Q.E.s avec les mêmes difficultés que celles rencontrées par les Américains.

En fait, le problème est plus économique que purement monétaire. Il y a une mutation comparable à celle des années 1880 (passage d'une économie essentiellement transformatrice de matières premières, en un système économique basé sur l'industrie lourde (analyse de Christian Saint-Etienne). Mais cette mutation s'est accompagnée d'une crise « 1880 -1896 » que l'on a surnommée

la « Grande Crise ». Plus important, nous aggravons cette transformation économique (mondialisation, innovations informatiques, robotique, nouvelles technologies) par une hyper réglementation, devenue d'ailleurs, dans tous les pays, insupportable, car elle empêche les secteurs financiers traditionnels de faire encore leur métier facilitant ainsi des formes incontrôlables de financement. Autre exemple : si l'on reprend l'analyse d'Hernando De Soto, les lourdeurs administratives rendent les créations d'entreprises d'autant plus difficiles que les pays sont plus sous-développés, alors qu'il faudrait au maximum profiter du dynamisme créateur des jeunes générations.

L'exemple le plus typique est celui de la Chine. Après un développement extraordinaire dû à l'exportation, comme celle-ci se ralentit du fait de la concurrence des pays à salaires encore plus bas (Viêt-Nam, Inde, etc...), elle cherche à développer son économie interne (hausse de salaires et intensification de la Productivité et de l'I.T.). Mais cela entraîne une période d'adaptation où la commande de matières premières se ralentit et abîme les résultats des entreprises les plus classiques. De là, peut résulter un Krach boursier d'autant plus fort que la hausse était en grande partie due aux excès de la spéculation (excès facilités par la grande souplesse des E.T.F.).

Aussi ce passage provoque un effondrement des matières premières, et donc de fortes baisses des bourses. Il faut espérer que les gouvernements comprendront l'importance de la « nouvelle économie », marquée par une ubérisation généralisée, et porteuse d'une rupture générale des cadres classiques, qui réduit drastiquement les réglementations, cherche à subventionner très fortement les nouvelles productions, et favorise toutes les innovations. Seulement dans ce cas, serons-nous capables de réduire la durée de la nouvelle crise actuelle due au passage douloureux dans cette nouvelle économie ? ■